



Société Française de
Finances Publiques



AOÛT 2021
N° 10

Veille trimestrielle
Textes et jurisprudences

Avril – Mai – Juin 2021

Cette nouvelle veille trimestrielle, qui n'est nullement exhaustive, fait une sélection de textes et de jurisprudences, livrés ici à l'« état brut » par un simple renvoi vers les pages des sites officiels, pouvant intéresser les spécialistes de finances publiques.

*Cette veille est un complément au **Billet bibliographique mensuel**, dans lequel peuvent figurer les références doctrinales des analyses de certains des textes et jurisprudences mentionnés ici.*

Ordonnances

► Ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043535478>

Décrets

► Décret n° 2021-430 du 12 avril 2021 relatif à la prolongation des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises et travailleurs indépendants prévues par l'article 9 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043353231>

► Décret n° 2021-447 du 15 avril 2021 portant modification de dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux obligations comptables et à l'organisation comptable des organismes de sécurité sociale :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043378965>

► Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149>

► Décret n° 2021-450 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386140>

► Décret n° 2021-489 du 21 avril 2021 relatif aux modalités du prélèvement d'échantillons en matière de contributions indirectes prévu par l'article L. 40 du livre des procédures fiscales :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043404049>

► Décret n° 2021-499 du 23 avril 2021 aménageant les obligations déclaratives relatives à la réduction d'impôt prévue à l'article 220 undecies du code général des impôts :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043416497>

► Décret n° 2021-507 du 27 avril 2021 modifiant l'article 242-0 Z septies de l'annexe II au code général des impôts relatif aux modalités de dépôt des demandes de remboursement de TVA pour les professionnels non établis dans un pays membre de l'Union européenne :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043426778>

► Décret n° 2021-560 du 7 mai 2021 fixant la date d'entrée en vigueur du crédit d'impôt sur le revenu pour le premier abonnement à un journal, à une publication périodique ou à un service de presse en ligne d'information politique et générale instauré par l'article 2 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043486473>

► Décret n° 2021-559 du 6 mai 2021 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la réduction d'impôt pour souscription en numéraire au capital des petites et moyennes entreprises issues des articles 110, 112 et 113 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043486453>

► Décret n° 2021-604 du 18 mai 2021 modifiant la partie réglementaire du code des juridictions financières :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043508522>

► Décret n° 2021-630 du 20 mai 2021 modifiant le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043523014>

► Décret n° 2021-653 du 26 mai 2021 relatif aux dotations de l'État aux collectivités territoriales :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043535134>

► Décret n° 2021-655 du 26 mai 2021 relatif au crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques prévu à l'article 220 sexdecies du code général des impôts :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043535177>

► Décret n° 2021-686 du 28 mai 2021 relatif à l'unification des déclarations sociales et fiscales des travailleurs indépendants :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043558025>

► Décret n° 2021-692 du 31 mai 2021 précisant les modalités de transmission des déclarations, de recouvrement et de radiation pour les personnes recourant aux guichets uniques européens de déclaration de la taxe sur la valeur ajoutée pour le commerce électronique :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043567358>

► Décret n° 2021-705 du 2 juin 2021 modifiant le décret n° 95-85 du 26 janvier 1995 relatif à la taxe sur les surfaces commerciales :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043596573>

► Décret n° 2021-744 du 9 juin 2021 portant incorporation au code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043641803>

► Décret n° 2021-745 du 9 juin 2021 portant incorporation au livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce livre :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043642043>

► Décret n° 2021-764 du 15 juin 2021 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions du I de l'article 49 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 relatives au crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique,

redevances versées aux organismes de gestion collective et rémunérations versées directement aux auteurs :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043664860>

► Décret n° 2021-784 du 18 juin 2021 relatif à l'agrément des organismes de recherche et des experts scientifiques ou techniques auxquels les entreprises peuvent confier la réalisation d'opérations de recherche en application du d bis du II de l'article 244 quater B du code général des impôts :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043678953>

► Décret n° 2021-791 du 21 juin 2021 modifiant l'article 313-0 BR bis de l'annexe III au code général des impôts :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043688643>

► Décret n° 2021-800 du 24 juin 2021 fixant les dates d'entrée en vigueur des 4° et 8° du I et du 1° du II de l'article 160 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 (création d'un article L. 257 C dans le livre des procédures fiscales (LPF) selon lequel le paiement partiel d'une créance publique s'impute en priorité sur le principal, puis sur les sanctions et autres accessoires de la dette, et enfin sur les intérêts) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043699391>

► Décret n° 2021-824 du 28 juin 2021 relatif à la composition, l'organisation et le fonctionnement du comité national de suivi du plan de relance institué par l'article 246 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043711742>

► Décret n° 2021-883 du 30 juin 2021 relatif au prélèvement sur recettes au bénéfice de l'Union européenne :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043742155>

Conseil constitutionnel

Décisions QPC

► **14 mai 2021** – Décision – n° 2021-907 QPC – *M. Stéphane R. et autre* (Impossibilité de déduire la pension versée à un descendant mineur pris en compte dans la détermination du quotient familial du débiteur) :

<https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2021/2021907QPC.htm>

► **25 juin 2021** – Décision – n° 2021-921 QPC – *Société M6 Publicité* (Taxe sur la publicité diffusée par voie de radiodiffusion sonore et de télévision) :

<https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2021/2021921QPC.htm>

Conseil d'État (arrêts intéressant la matière financière et publiés au Lebon ou renvoyant une OPC au Conseil constitutionnel)

► **2 avril 2021** – n° 427880 – *Société World Investment Corporation* (Contributions et taxes. Généralités. Textes fiscaux. Texte applicable (dans le temps et dans l'espace). – Litige portant sur le traitement fiscal d'une opération impliquant une société de droit étranger – 1) méthode à suivre – 2) Illustration – Société de droit du Delaware (corporation) pour laquelle la responsabilité des associés est limitée aux apports – Société assimilable à une sas, sans qu'il soit besoin d'examiner le caractère lucratif de son activité) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328479>

► **2 avril 2021** – n° 428084 – *M. A... B...* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfices. – CSG applicable aux bénéficiaires agricoles soumis à l'impôt sur le revenu – 1) Principe – CSG sur les revenus du patrimoine, sauf pour les revenus perçus par les personnes non-salariées des professions agricoles durant leur période d'activité, indépendamment de la date à laquelle ils doivent être déclarés – 2) Espèce – Vente d'un stock d'eau de vie par le contribuable retraité – Imposition à la CSG sur les revenus du patrimoine, nonobstant la circonstance que le stock ait été constitué pendant sa période d'activité) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328483>

► **2 avril 2021** – n° 428684 – *Société de droit britannique EasyJet Airline Company Limited* (Contributions et taxes. Impôts assis sur les salaires ou les honoraires versés. Participation des employeurs à l'effort de construction. – Territorialité et assiette – 1) employeur établi en France – Ensemble des salaires, indépendamment du lieu d'exercice des salariés – 2) a) Employeur dont le siège social est à l'étranger – Salaires versés aux salariés rattachés à une installation située en France – b) Notion d'installation située en France – Condition d'autonomie – Absence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328489>

► **2 avril 2021** – n° 429187 – *M. et Mme B... A...* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfices. Revenus et bénéfices imposables – Règles particulières. Plus-values des particuliers. Plus-values mobilières. – Plus-value sur parts sociales dont la propriété est démembrée – 1) Modalités d'imposition – a) Principe – Répartition entre l'usufruitier et le nu-propiétaire selon la valeur de leurs droits respectifs – b) Convention de report du droit d'usufruit sur le prix de cession (quasi-usufruit) – Imposition de l'usufruitier – c) Convention de remploi obligatoire pour l'acquisition de biens sur lesquels la nue-propiété et l'usufruit se reportent – Imposition du nu-propiétaire – 2) Cas d'une convention de quasi-usufruit assorti d'une clause prévoyant une faculté de remploi – a) Imposition de l'usufruitier – b) Illustration) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328492>

► **2 avril 2021** – n° 429319 – *SAS Alliance Négoce* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfices. Règles générales. Impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales. Détermination du bénéfice imposable. – Fusion ou opération assimilée – Agrément pour le transfert des déficits antérieurs de la société absorbée – (II de l'art. 209 du CGI) – Condition tenant à l'absence de changements significatifs dans l'activité à l'origine des déficits (B du II de l'art. 209) – Notion de changement significatif – Exclusion – Réduction des moyens d'exploitation en vue de maintenir le volume de l'activité) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328494>

► **2 avril 2021** – n° 429709 – *Société Relais Fnac* (Contributions et taxes. Impositions locales ainsi que taxes assimilées et redevances. Taxes ou redevances locales diverses. – TASCOM – 1) Établissement non imposable – Établissement accueillant une activité de commerce de détail au 1^{er} janvier 1960 poursuivie continûment depuis lors – 2) Destruction de l'immeuble après le 1^{er} janvier 1960 – Continuité de l'activité – Absence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328496>

► **2 avril 2021** – n° 433989 – *M. B... A...* (Contributions et taxes. Règles de procédure contentieuse spéciales. Questions communes. – Contentieux du recouvrement – Recevabilité – 1) Conclusions fondées sur la prescription de l'action en recouvrement – a) Nature – Contestation ayant trait à l'exigibilité de l'impôt – b) Conséquence – Condition – Présentation dans les deux mois du premier acte de poursuite permettant de s'en prévaloir (C de l'art. R. 281-3-1 du LPF) – 2) Moyen tiré de la prescription de l'action en recouvrement – Conditions) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328504>

► **2 avril 2021** – n° 430364 – *Société Claas France* (Contributions et taxes. Impositions locales ainsi que taxes assimilées et redevances. Taxe professionnelle. Assiette. – Calcul de la valeur ajoutée servant de base au calcul de la cotisation minimale – 1) Détermination du rattachement d'une charge ou d'un produit à l'une des catégories d'éléments comptables devant être pris en compte dans ce calcul – Report aux normes comptables obligatoires pour l'entreprise – 2) Réduction sur ventes, rabais, remise et ristourne – a) Notion – Avantage tarifaire consenti en vue de faciliter les ventes – b) Inclusion – Prise en charge des intérêts d'un crédit contracté par un client pour l'achat d'un produit – c) Absence de norme comptable obligatoire – Conséquence – Déduction des sommes correspondantes, alors même qu'elles auraient été comptabilisées en charge financière) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043388007>

► **20 avril 2021** – n° 429467 – *Société Catana Group* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfices. Règles générales. Impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales. Détermination du bénéfice imposable. – Déductibilité limitée des moins-values à court terme sur cession de titres acquis en contrepartie d'un apport (2 bis de l'art. 39 quaterdecies du CGI) – Champ d'application) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043411128>

► **20 avril 2021** – n° 430561 – *Société Baxter SAS* (Contributions et taxes. Généralités. Textes fiscaux. – Principe d'égalité devant les charges publiques (art. 13) – Prise en compte des facultés contributives – 1) Conséquence – Détermination du redevable – Personne qui dispose de la ressource imposée, en principe – 2) Cas de la contribution sur le chiffre d'affaires de l'exploitant d'une spécialité pharmaceutique remboursable ou agréée à l'usage des collectivités publiques (art. L. 245-6 du CSS) – Redevable – Exploitant commissionnaire, nonobstant ses obligations à l'égard du commettant) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043411132>

► **20 avril 2021** – n° 431224 – *Société Ricoh France* : (Contributions et taxes. Impositions locales ainsi que taxes assimilées et redevances. Taxe professionnelle. Questions relatives au plafonnement. – Détermination de la valeur ajoutée servant de base au calcul du plafonnement de taxe professionnelle (art. 1647 B sexies du CGI) – Éléments à prendre en compte – Principe – Éléments limitativement énumérés à l'article 1647 B sexies du CGI, dans

l'acceptation que leur reconnaissent les normes comptables obligatoires applicables aux comptes sociaux individuels) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043411134>

► **20 avril 2021** – n° 434255 – *M. et Mme A... B...* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfices. Revenus et bénéfices imposables – Règles particulières. Revenus des capitaux mobiliers et assimilables. Revenus distribués. Notion de revenus distribués. – Avantage occulte (C. de l'art. 111 du CGI) – Libéralité procédant d'une transaction à prix délibérément majoré ou minoré sans contrepartie – Appréciation de l'intention libérale – Circonstances à prendre en compte – Acquéreur agissant dans le cadre d'une convention de portage) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043411139>

► **11 mai 2021** – n° 403692 – *Société HSCB Bank Plc Paris Branch* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfices. Revenus et bénéfices imposables – Règles particulières. Bénéfices industriels et commerciaux. Détermination du bénéfice net. Déduction des impôts et pénalités. – Crédit d'impôt attaché à la retenue à la source acquittée sur des revenus de capitaux mobiliers étrangers (art. 220, 1, B du CGI) – 1) Conventions fiscales limitant ce crédit d'impôt, pour les revenus de source étrangère, au montant de l'impôt français correspondant (règle du butoir) – Modalités de calcul de ce butoir – 2) Reversement contractuellement convenu des dividendes retirés de titre empruntés – a) Charges déductibles pour le calcul du butoir – Existence, en principe – b) Contrariété au principe de libre circulation des capitaux – Absence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496037>

► **11 mai 2021** – n° 438135 – *Société UBS Asset Management Life Ltd* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfices. Revenus et bénéfices imposables – Règles particulières. Revenus des capitaux mobiliers et assimilables. Revenus distribués. – Exercice non discriminatoire par un État membre de ses compétences fiscales – Société contribuable commercialisant des contrats d'assurance-vie en unités de compte – Imposition des dividendes provenant d'actifs admis en représentation de ses engagements réglementés et ayant pour effet d'accroître ces derniers – 1) Différence de traitement – a) Société établie en France – Impôt sur les bénéfices – Conséquence – Déductibilité des dividendes – Existence, à titre de provisions techniques – b) Société établie hors de France – Retenue à la source – Conséquence – Déductibilité des dividendes – Absence – 2) Situation objectivement comparable – Existence, au regard de l'objet des provisions techniques – 3) Raison impérieuse d'intérêt général – Absence, en l'espèce – 4) Conséquence – Discrimination) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496042>

► **11 mai 2021** – n° 441603 – *SA Acofi Gestion* (Contributions et taxes. Généralités. Règles générales d'établissement de l'impôt. Dégrevement. – 1) remboursement de CIR (art. 199 ter B du CGI) à la suite d'une réclamation tendant à obtenir le bénéfice d'un droit résultant d'une disposition législative ou réglementaire (art. L. 190 du LPF) – 2) Droit aux intérêts moratoires (art. L. 208 du LPF) – a) Obtention du remboursement sans que la réclamation ait d'abord été rejetée – Absence – b) Obtention du remboursement après que la réclamation a d'abord été rejetée – Existence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496047>

► **19 mai 2021** – n° 429332 – *SCI Saint Léonard et la SARL Hathor* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfices. Revenus et bénéfices imposables – Règles particulières.

Revenus fonciers. – Travaux réalisés par le locataire remis gratuitement au bailleur en exécution du bail – Complément de loyer imposable – Évaluation – Surcroît de valeur vénale conféré à l'immeuble) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043518290>

► **19 mai 2021** – n° 430265 – *M. et Mme A... B...* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Revenus et bénéfiques imposables – Règles particulières. – Exonération lorsque réalisées à l'occasion de la cession d'une branche complète d'activité (art. 238 quinquies du CGI) – Cession assimilée de l'intégralité des droits ou parts détenus dans une société transluce par un contribuable qui y exerce son activité professionnelle – Condition tenant à l'absence de contrôle du cessionnaire par le cédant pendant trois ans – 1) Cession des parts aux autres associés – Société ayant la qualité de cessionnaire – Absence – 2) Conséquence – Méconnaissance de la condition du seul fait de l'acquisition par le cédant, dans les trois ans, de parts d'industrie dans la société – Absence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT00004351829>

► **19 mai 2021** – n° 432370 – *Société Publicis Groupe* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Revenus et bénéfiques imposables – Règles particulières. Bénéfices industriels et commerciaux. Calcul de l'impôt. – Dépense de recherche – Cotisation sociale obligatoire (art. 49 septies I de l'annexe III au CGI) – 1) a) Notion – Versement obligatoire ouvrant droit à un avantage servi par un régime de sécurité sociale – b) Inclusion – Prélèvement conditionnant l'ouverture du droit et constitutif d'un élément de solidarité interne au régime – 2) Conséquence – Inclusion – Contribution exceptionnelle et temporaire (convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, annexe III, art. 2) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043518300>

► **19 mai 2021** – n° 432556 – *M. B... A...* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Règles générales. Impôt sur le revenu. Établissement de l'impôt. Réductions et crédits d'impôt. – Réduction d'impôt pour les contribuables investissant dans les départements d'outre-mer (art. 199 undecies A du CGI) – Double condition de souscription préalable d'un engagement de location et de location effective) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043518302>

► **28 mai 2021** – n° 440265 – *M. B... A...* (Contributions et taxes. Impositions locales ainsi que taxes assimilées et redevances. Taxes foncières. Taxe foncière sur les propriétés non bâties. – Majoration de la valeur locative des terrains situés dans les zones urbanisées ou à urbaniser (art. 1396, II, B du CGI) – Exception relative aux terrains inconstructibles – Exclusion – Terrain enclavé) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587805>

► **28 mai 2021** – n° 441739 – *Commune de Sarlat-la-Canéda* (Contributions et taxes. Taxes sur le chiffre d'affaires et assimilées. Taxe sur la valeur ajoutée. Personnes et opérations taxables. Opérations taxables. – Non-assujettissement des personnes morales de droit public agissant en tant qu'autorités publiques (art. 256 B du CGI) – Conditions – 1) Exercice de l'activité par un organisme public en tant qu'autorité publique – Inclusion – a) Exercice dans le cadre du régime particulier qui leur est propre – b) Exercice d'une activité exonérée – 2) Exonération des services éducatifs rendus par des personnes publiques en tant qu'autorités publiques (art. 256 B) – a) Champ matériel – Prestations d'éducation et prestations étroitement liées – b) Champ personnel – Inclusion - commune – c) Accessoire indispensable

– Inclusion – Restauration scolaire – 3) Non-assujettissement ne conduisant pas à des distorsions de concurrence d’une certaine importance – a) Critères d’appréciation – b) Service de restauration scolaire – I) tarif réglementé inférieur au coût unitaire net des subventions (art. R. 531-53 du code de l’éducation) – Conséquence – Non-assujettissement de la commune ne créant pas de distorsion de concurrence – II) Incidence du désavantage subi par la commune – Absence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587812>

► **28 mai 2021** – n° 442378 – *Commune de Castelnaudary* (Contributions et taxes. Taxes sur le chiffre d’affaires et assimilées. Taxe sur la valeur ajoutée. Personnes et opérations taxables. Opérations taxables. – Non-assujettissement des personnes morales de droit public agissant en tant qu’autorités publiques (art. 256 B du CGI) – Conditions – 1) Exercice de l’activité par un organisme public en tant qu’autorité publique – Inclusion – a) Exercice dans le cadre du régime particulier qui leur est propre – b) Exercice d’une activité exonérée – 2) Absence de distorsions de concurrence d’une certaine importance – Critères d’appréciation – 3) Illustration – Cas d’une commune exploitant une piscine municipale – a) Exonération des services à caractère sportif rendus par les personnes morales de droit public (art. 256 B) – Équipements de la piscine caractérisant une telle prestation – Conséquence – Exercice de l’activité en tant qu’autorité publique – b) Impossibilité pour un opérateur privé de proposer le même service au même prix – Conséquence – Non-assujettissement de la commune ne créant pas de distorsion de concurrence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587815>

► **28 mai 2021** – n° 442711 – *M. B... A...* (Contributions et taxes. Généralités. Règles générales d’établissement de l’impôt. Abus de droit et fraude à la loi. – Apport, sous le régime du sursis d’imposition (art. 150-0 B du CGI), de titres à une société contrôlée, suivi de leur cession immédiate par celle-ci – Condition tenant à l’absence de réinvestissement à caractère économique du produit de la cession – Notion de réinvestissement à caractère économique – 1) Inclusion – Nantissement en vue de garantir des emprunts bancaires souscrits pour la réalisation d’investissements – 2) Exclusion – Nantissement en vue de couvrir la garantie de passif consentie au cessionnaire des titres) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587821>

► **28 mai 2021** – n° 443642 – *SAS Vitherm France* (Contributions et taxes. Impositions locales ainsi que taxes assimilées et redevances. Questions communes. Valeur locative des biens. – Changement de consistance ou d’affectation des propriétés bâties ou non bâties devant être porté à la connaissance de l’administration fiscale (I de l’art. 1406 du CGI) – Notion, y compris dans le cas d’un établissement industriel évalué dans les conditions prévues à l’article 1499 du CGI) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587828>

► **28 mai 2021** – n° 445016 – *SARL Centre de parachutisme Paris-Nevers* (Contributions et taxes. Taxes sur le chiffre d’affaires et assimilées. Taxe sur la valeur ajoutée. Calcul de la taxe. Taux. – Taux réduit de TVA applicable aux transports de voyageurs (art. 279, B quater du CGI) – Exclusion - Prestation de saut en parachute en tandem) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587830>

► **28 mai 2021** – n° 450683 – *SAS But International* (Contributions et taxes. Impositions locales ainsi que taxes assimilées et redevances. Taxes ou redevances locales diverses. – Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) – Assujettissement et taux déterminés par le chiffre

d'affaires réalisé par l'établissement l'année précédente (art. 3 et 6 de la loi du 13 juillet 1972, dans leur rédaction applicable aux impositions établies au titre de 2011) – 1) Prise en considération du seul chiffre d'affaires réalisé par l'exploitant lui-même – Absence – 2) Conséquence – Cas d'un changement d'exploitant au cours de l'année précédente) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587837>

► **4 juin 2021** – n° 430897 – *M. et Mme A... B...* (Contributions et taxes. Généralités. Règles générales d'établissement de l'impôt. Contrôle fiscal. Examen de la situation fiscale personnelle (ex-VASFE). – Indépendance des procédures de contrôle visant une société et ses associés – Portée – Comptes obtenus dans le cadre de la vérification de la comptabilité de la société – 1) Possibilité pour l'administration de les utiliser dans le cadre de l'ESFP – Existence – 2) Possibilité pour l'administration d'en demander de nouveau la production au contribuable dans le cadre de l'ESFP – Existence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043605988>

► **4 juin 2021** – n° 434207 – *Mme B...* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Règles générales. Impôt sur le revenu. Établissement de l'impôt. Réductions et crédits d'impôt. – Réduction d'impôt pour les contribuables investissant dans les départements d'outre-mer (art. 199 undecies B du CGI) – Investissement donné en location à une entreprise – Caractère commercial du contrat de location (art. 217, i du CGI) – Notion – Location dont les revenus relèvent des BIC) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043605992>

► **4 juin 2021** – n° 437988 – *Société Artelim* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Revenus et bénéfiques imposables – Règles particulières. Revenus des capitaux mobiliers et assimilables. Revenus distribués. Notion de revenus distribués. – Présomption de distribution des bénéfiques non conservés (art. 109, 1, 1° du CGI) – Cas de la reconstitution des bénéfiques français d'une société étrangère – Hypothèse particulière où celle-ci a déclaré à l'étranger ses bénéfiques français et exerce par ailleurs une activité non imposable en France qui engendre des charges distinctes – Circonstance révélant l'existence d'un désinvestissement effectif – 1) Circonstance que le bénéfice reconstitué est supérieur au bénéfice global déclaré à l'étranger – Absence, par elle-même – 2) Non-déductibilité des charges de l'activité française retenues pour le calcul du bénéfice imposable à l'étranger – Existence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043605999>

► **10 juin 2021** – n° 443838 – *SA Figières Services (FISER)* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Règles générales. Impôt sur le revenu. Établissement de l'impôt. Réductions et crédits d'impôt. – Réduction d'impôt pour les contribuables investissant dans les départements d'outre-mer (article 199 undecies B du CGI) – Demande d'agrément – Vérification, par l'administration, du respect des conditions posées par l'article 199 undecies B et, le cas échéant, de celles fixées par l'article 217 undecies – Existence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043645879>

► **18 juin 2021** – n° 433315 – *Société Sopra Steria Group* (Contributions et taxes. Généralités. Textes fiscaux. Conventions internationales. – Conventions franco-brésilienne, franco-espagnole, franco-thaïlandaise et franco-marocaine – Réduction ou crédit d'impôt attaché à la retenue à la source acquittée sur des redevances – Notion de redevances – Espèce – Redevances de maintenance de logiciels – Absence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043678888>

► **18 juin 2021** – n° 433319 – *Société Sopra Steria Group* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Revenus et bénéfiques imposables – Règles particulières. Bénéfices industriels et commerciaux. Calcul de l'impôt. – Crédit d'impôt attribué aux organismes privés agréés réalisant des opérations de recherche à la fois pour le compte de tiers et pour leur propre compte – Assiette – Inclusion – Dépenses exposées pour leur propre compte, y compris lorsqu'elles sont suscitées par l'exécution de prestations pour le compte de tiers) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043678890>

► **18 juin 2021** – n° 433323 – *Société Sopra Steria Group* (Contributions et taxes. Généralités. Textes fiscaux. Conventions internationales. – Conventions franco-marocaine - réduction d'impôt attachée à la retenue à la source acquittée sur des redevances – Condition de paiement effectif de l'impôt marocain – Modalités de preuve – Faculté pour l'administration d'exiger une attestation des services fiscaux marocains – Existence, lorsque les éléments produits par le contribuable sont insuffisants) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043678891>

► **21 juin 2021** – n° 438532 – *M. B... A...* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Règles générales. Impôt sur le revenu. Détermination du revenu imposable. – Exonération des indemnités versées à l'occasion d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse (1 de l'art. 80 duodecimes du CGI) – Cas d'une indemnité transactionnelle à la suite d'une rupture conventionnelle – 1) Principe – Caractère imposable – 2) Exception – Défaut de remise au salarié d'un exemplaire de la convention de rupture) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043688510>

► **21 juin 2021** – n° 439354 – *M. et Mme B... A...* (Contributions et taxes. Généralités. Textes fiscaux. Conventions internationales. – Convention fiscale franco-monégasque du 18 mai 1963 – Français résidant à Monaco (art. 7 de la convention) – Imposition d'une plus-value sur la cession d'un bien immobilier situé en France – 1) A l'impôt sur le revenu – Existence – 2) Aux contributions sociales – Existence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043688513>

► **25 juin 2021** – n° 440982 – *M. et Mme B... A...* (Contributions et taxes. Impôts sur les revenus et bénéfiques. Règles générales. Impôt sur le revenu. – Société en liquidation exerçant une profession non commerciale – Période antérieure à l'approbation des comptes définitifs du liquidateur – 1) Obligation de déposer la déclaration de cessation d'exercice (art. 202, 1, 2e al. du CGI) - absence – 2) Conséquence – Possibilité de se prévaloir, pour la détermination des bénéfices imposables, d'une comptabilité d'engagement (art. 202, 1, al. 1 du CGI) – Absence) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043704435>

► **25 juin 2021** – n° 441377 – *OPH Aube Immobilier* (Contributions et taxes. Impositions locales ainsi que taxes assimilées et redevances. Questions communes. Valeur locative des biens. – Local professionnel (art. 1498 du CGI, dans sa rédaction issue de la loi du 28 décembre 2017) – Maison de retraite – Inclusion) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043704437>

► **25 juin 2021** – n° 442790 – *M. et Mme B... A...* (Contributions et taxes. Généralités. Textes fiscaux. Opposabilité des interprétations administratives (art. L. 80 A du Livre des

procédures fiscales). – Application littérale d’une interprétation administrative de la Convention Franco-Suisse – Lecture combinée de cette interprétation et d’une disposition de droit Suisse – Existence, en présence d’un renvoi exprès) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043704443>

Cour de cassation (arrêts intéressant la matière financière et publiés au Bulletin)

► **8 avril 2021** – n° 19-87.905 – *Mme C... I... épouse A... et M. B... A...* (Impôts et taxes – Dispositions communes – Fraude fiscale – Cumul de poursuites fiscales et pénales – Poursuites exercées devant le juridiction répressive – Procédure pendante devant le juge de l’impôt – Recours devant le conseil d’État – Sursis à statuer – Faculté du juge pénal – Conditions – Risque sérieux de contrariété des décisions - Défaut – Cas) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043352362>

► **14 avril 2021** – n° 19-23.230 – *M. I* (Fraude fiscale par minoration des déclarations d’impôts sur le revenu et sur la fortune – Droits d’enregistrement – Procédure de taxation d’office – Communication d’informations) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043473479>

► **14 avril 2021** – n° 19-18.616 – *Mme H... I...* (ISF – Fraude fiscale – Détention présumée d’un compte bancaire en Suisse) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043473478>

► **5 mai 2021** – n° 19-21.688 – *M. X...* (Douanes – Droits de port et de navigation – Droit de port – Navires de commerce – Taxe de stationnement – Perte de la qualité d’armateur – Date – Détermination) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043489885>

► **12 mai 2021** – n° 20-14.596 – *M. R. c/ Directeur régional des Finances publiques* (Contribution exceptionnelle sur la fortune. Absence de plafonnement. – Rétroactivité. Conformité à l’article 1^{er} du 1^{er} Protocole additionnel à la CEDH. – Oui) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043506811>

► **9 juin 2021** – n° 18-17.773 – *Société René Coty* (Impôts et taxes – Enregistrement – Droits de mutation – Mutation à titre onéreux d’immeubles – Exonération – Achat en vue de la revente – Marchands de biens – Revente par lots – Volume) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043658742>

► **23 juin 2021** – n° 19-16.680 – *M. I c/ Directeur régional des finances publiques d’Ile-de-France et du département de Paris* (Impôts et taxes – Enregistrement – Droits de mutation – Mutation à titre gratuit – Exonération – Exonération partielle – Invalidité du redevable – Impossibilité de se livrer à une activité normalement rentable – Nécessité) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043711072>

► **30 juin 2021** – n° 16-80.657 et 20-83.355 – *M. X... C..., Mme V... Z... épouse C... et M. U... C...* (Fraude fiscale – Blanchiment de fraude fiscale) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043759614>

Cour de justice de l'Union européenne

► **15 avril 2021** – *aff. n° C-593/19 – SK Telecom Co. Ltd. c/ Finanzamt Graz-Stadt* (Renvoi préjudiciel – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Détermination du lieu des prestations de services de télécommunication – Itinérance de ressortissants de pays tiers sur les réseaux de communication mobile au sein de l'Union européenne – Article 59 bis, premier alinéa, sous b) – Possibilité pour les États membres de déplacer le lieu des prestations de services de télécommunication sur leur territoire) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0593>

► **15 avril 2021** – *aff. n° C-786/19 – The North of England P & I Association Ltd. c/ Bundeszentralamt für Steuern* (Renvoi préjudiciel – Assurance directe autre que l'assurance sur la vie – Deuxième directive 88/357/CEE – Article 2, sous d), deuxième tiret – Directive 92/49/CEE – Article 46, paragraphe 2, premier alinéa – Taxe sur les primes d'assurance – Notion d'“État membre où le risque est situé” – Véhicules de toute nature – Notion d'“État membre d'immatriculation” – Assurance de navires de mer – Navires inscrits dans le registre des navires tenu par un État membre mais battant pavillon d'un autre État membre ou d'un État tiers en vertu d'une autorisation de sortie de pavillon temporaire) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0786>

► **15 avril 2021** – *aff. n° C-846/19 – EQ c/ Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA* (Renvoi préjudiciel – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Activité économique – Prestations de services effectuées à titre onéreux – Article 2, paragraphe 1, sous c), et article 9, paragraphe 1 – Exonérations – Article 132, paragraphe 1, sous g) – Prestations de services étroitement liées à l'aide et à la sécurité sociales – Prestations accomplies par un avocat dans le cadre de mandats de protection de personnes majeures légalement incapables – Organisme reconnu comme ayant un caractère social) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0846>

► **15 avril 2021** – *aff. n° C-868/19 – M-GmbH c/ Finanzamt für Körperschaften Berlin* (Renvoi préjudiciel – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 9 – Assujettis – Article 11 – Faculté pour les États membres de considérer comme un seul assujetti des personnes indépendantes du point de vue juridique mais étroitement liées entre elles sur les plans financier, économique et de l'organisation (“groupement TVA”) – Notion de “liens étroits sur le plan financier” – Réglementation nationale excluant de la possibilité d'être membre d'un groupement TVA les sociétés de personnes dont les associés, aux côtés de l'organe faitier, ne sont pas uniquement des personnes intégrées sur le plan financier à l'entreprise de l'organe faitier – Sécurité juridique – Mesures de prévention de la fraude et de l'évasion fiscales – Proportionnalité – Neutralité de la TVA) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0868>

► **15 avril 2021** – *aff. n° C-935/19 – Grupa Warzywna Sp. z o.o. c/ Dyrektor Izby Administracji Skarbowej we Wrocławiu* (Renvoi préjudiciel – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 273 – Surévaluation, dans la déclaration fiscale, du montant du remboursement de TVA – Erreur d'appréciation de l'assujetti quant au caractère taxable de l'opération – Rectification de la déclaration fiscale à la suite d'un contrôle – Sanction d'un montant égal à 20 % du montant de la surévaluation du montant du remboursement de TVA – Principe de proportionnalité) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0935>

► **22 avril 2021** – *aff. n° C-703/19 – J.K. c/ Dyrektor Izby Administracji Skarbowej w Katowicach* (Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 98, paragraphe 2 – Faculté pour les États membres d’appliquer un ou deux taux réduits de TVA à certaines livraisons de biens et prestations de services – Qualification d’une activité commerciale de “prestation de services” – Annexe III, point 12 bis – Règlement d’exécution (UE) no 282/2011 – Article 6 – Notion de “services de restaurant et de restauration” – Repas prêts à la consommation immédiate sur place dans les locaux du vendeur ou dans une aire de restauration – Repas prêts à la consommation immédiate à emporter) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0703>

► **29 avril 2021** – *aff. n° C-480/19 – Procédure engagée par E* (Renvoi préjudiciel – Article 63 TFUE – Libre circulation des capitaux – Impôt sur le revenu – Revenus du capital – Revenus distribués par un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) résident, de forme contractuelle – Revenus distribués par un OPCVM établi dans un autre État membre et revêtant la forme statutaire – Différence de traitement – Article 65 TFUE – Situations objectivement comparables) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0480>

► **12 mai 2021** – *aff. n° C-844/19 – CS et Finanzamt Österreich, Dienststelle Graz-Stadt c/ Finanzamt Österreich, Dienststelle Judenburg Liezen et technoRent International GmbH* (Renvoi préjudiciel – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 90 – Réduction de la base d’imposition – Article 183 – Remboursement de l’excédent de TVA – Intérêts de retard – Absence de réglementation nationale – Principe de neutralité fiscale – Applicabilité directe des dispositions du droit de l’Union – Principe d’interprétation conforme) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0844>

► **20 mai 2021** – *aff. n° C-4/20 – « ALTI » OOD c/ Direktor na Direktsia « Obzhalvane i danachno-osiguritelna praktika » Plovdiv pri Tsentralno upravlenie na Natsionalnata agentsia za prihodite* (Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 205 – Personnes redevables de la TVA envers le Trésor public – Responsabilité solidaire du destinataire d’une livraison imposable ayant exercé son droit à déduction de TVA en sachant que le redevable de cette taxe n’acquitterait pas cette dernière – Obligation d’un tel destinataire de payer la TVA non acquittée par ce redevable ainsi que les intérêts moratoires dus en raison du défaut de paiement de ladite taxe par ce dernier) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62020CJ0004>

► **3 juin 2021** – *aff. n° C-931/19 – Titanium Ltd c/ Finanzamt Österreich* (Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Articles 43 et 45 – Directive 2006/112/CE, telle que modifiée par la directive 2008/8/CE – Articles 44, 45 et 47 – Prestation de services – Lieu de rattachement fiscal – Notion d’« établissement stable » – Location d’un bien immobilier dans un État membre – Propriétaire d’un bien immobilier ayant son siège social sur l’île de Jersey) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0931>

► **3 juin 2021** – *aff. n° C-182/20 – BE et DT c/ Administrația Județeană a Finanțelor Publice Suceava e.a.* (Renvoi préjudiciel – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive

2006/112/CE – Droit à déduction – Régularisation des déductions – Procédure de faillite – Réglementation nationale prévoyant le refus automatique de déduction de la TVA afférente à des opérations imposables antérieures à l’ouverture de cette procédure) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62020CJ0182>

► **10 juin 2021** – *aff. n° C-279/19 – Commissioners for Her Majesty’s Revenue and Customs c/ WR* (Renvoi préjudiciel – Régime général d’accise – Directive 2008/118/CE – Article 33, paragraphe 3 – Produits “mis à la consommation” dans un État membre et détenus à des fins commerciales dans un autre État membre – Personne redevable des droits d’accise devenus exigibles pour ces produits – Personne qui détient les produits destinés à être livrés dans un autre État membre – Transporteur des produits) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62019CJ0279>

► **17 juin 2021** – *aff. n° C-58/20 et C-59/20 – K et DBKAG c/ Finanzamt Österreich* (Renvoi préjudiciel – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 135, paragraphe 1 – Exonérations – Gestion de fonds communs de placement – Externalisation – Prestations fournies par un tiers) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62020CJ0058>

BOFiP

► **6 avril 2021** : ENR – Consultation publique – Mutations à titre gratuit – Exonération partielle en raison de la nature du bien transmis : transmission d’entreprises ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale – Précisions sur les assouplissements des conditions prévues à l’article 787 B du CGI (Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 40) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13033-PGP.html/ACTU-2021-00157>

► **7 avril 2021** : BIC – Précisions relatives aux fonds de dotation redistributeurs finançant à la fois des organismes éligibles au régime fiscal du mécénat et des organismes ou structures non éligibles à ce régime – Rescrit :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12967-PGP.html/ACTU-2021-00132>

► **7 avril 2021** : TCAS – Situation des contrats des véhicules terrestres à moteur électriques (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 153) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13037-PGP.html/ACTU-2021-00159>

► **8 avril 2021** : RFPI – IR – Actualisation pour 2021 des plafonds de loyer et de ressources des locataires pour les dispositifs d’incitation fiscale à l’investissement immobilier locatif :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13038-PGP.html/ACTU-2021-00160>

► **8 avril 2021** : TCA – TSN – Taxe sur certains services fournis par les grandes entreprises du secteur numérique – Mise à jour suite à consultation publique – Entreprises – Publication urgente :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13041-PGP.html/ACTU-2021-00162>

► **21 avril 2021** : BA – Exonération temporaire des bénéficiaires provenant de cultures agréées des exploitations agricoles situées dans les départements d’outre-mer – Retrait des commentaires liés aux revenus provenant de terrains dont la première affectation aux cultures

agréées n'a pas eu lieu au 30 juin 2020 (Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 29, III 1°) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13031-PGP.html/ACTU-2021-00156>

► **21 avril 2021** : IS – TVA – IF – Franchise des impôts commerciaux – Mise à jour du montant de la franchise :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13066-PGP.html/ACTU-2021-00172>

► **21 avril 2021** : TVA – Taux réduit – Application du taux de 0 % aux vaccins et tests Covid (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 46) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12844-PGP.html/ACTU-2021-00076>

► **21 avril 2021** : TCA – Suppression de la contribution perçue au profit de l'institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 21) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13039-PGP.html/ACTU-2021-00161>

► **28 avril 2021** : BIC – Actualisation du taux maximum des intérêts admis en déduction d'un point de vue fiscal :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13026-PGP.html/ACTU-2021-00154>

► **28 avril 2021** : IS – Profit imposable résultant de certains apports de créances (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 32) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13048-PGP.html/ACTU-2021-00165>

► **4 mai 2021** : RSA – Actualisation des limites d'exonération d'impôt sur le revenu des indemnités forfaitaires pour frais professionnels, de l'indemnité de soins aux tuberculeux, de la contribution patronale à l'acquisition de titres-restaurant et de la déduction forfaitaire de 10% pour frais professionnels :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13092-PGP.html/ACTU-2021-00185>

► **6 mai 2021** : RSA – Agents de l'État et personnes relevant d'organismes appelés à intervenir dans les territoires australes (TAAF) – Rectificatif :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12795-PGP.html/ACTU-2021-00042>

► **11 mai 2021** : RSA – Actualisation des barèmes d'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature « nourriture » et « logement » pour l'imposition des revenus de l'année 2021 :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12811-PGP.html/ACTU-2021-00050>

► **12 mai 2021** : CAD – Mise à jour des règles de confection des documents d'arpentage :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12500-PGP.html/ACTU-2020-00246>

► **12 mai 2021** : IF – Instauration d'exonérations temporaires de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en faveur des activités commerciales et artisanales exercées dans les zones de revitalisation des centres villes (ZRCV) (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 111) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13103-PGP.html/ACTU-2021-00187>

► **12 mai 2021** : IR – BA – BNC – BIC – DJC – Suppression progressive de la majoration du bénéfice pour non-adhésion à un organisme de gestion agréé ou assimilés (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 34 ; CGI, art. 158) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12892-PGP.html/ACTU-2021-00106>

► **17 mai 2021** : IR – Crédit d'impôt pour le premier abonnement à un journal, à une publication périodique ou à un service de presse en ligne d'information politique et générale (Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, art. 2) – Publication urgente :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13113-PGP.html/ACTU-2021-00191>

► **19 mai 2021** : CF – Prescription du droit de reprise de l'administration et garanties du contribuable – Délais de reprise en cas d'omission ou d'insuffisance d'imposition révélée par une procédure judiciaire, par une procédure devant les juridictions administratives ou par une réclamation contentieuse (Loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, art. 92) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12875-PGP.html/ACTU-2021-00096>

► **19 mai 2021** : TVA – Modifications apportées aux précisions doctrinales relatives à l'obligation d'utilisation de logiciels ou systèmes de caisse sécurisés prévue au 3° bis du I de l'article 286 du CGI :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13057-PGP.html/ACTU-2021-00168>

► **19 mai 2021** : TVA - Taux applicables aux prestations relevant du service public de gestion des déchets des ménages (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 190) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13114-PGP.html/ACTU-2021-00192>

► **21 mai 2021** : IR – Actualisation annuelle de plafonds et montants pour l'imposition des revenus de l'année 2020 : Avantages en nature – Prestations compensatoires – Déductions diverses :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13118-PGP.html/ACTU-2021-00195>

► **26 mai 2021** : BIC – IF – Prorogation des exonérations fiscales applicables dans les bassins d'emploi à redynamiser (BER) (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 223) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13061-PGP.html/ACTU-2021-00169>

► **26 mai 2021** : TCA – TCAS – Retrait de commentaires relatifs aux taxes à « faible rendement » supprimées par les lois de finances pour 2019 et pour 2021 (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 64 ; Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 26) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13068-PGP.html/ACTU-2021-00173>

► **26 mai 2021** : IR – BIC – CF – Obligations des contribuables tendant à la prévention de la fraude – Déclaration des comptes ouverts, détenus, utilisés ou clos hors de France (CGI, art. 1649 A) et des contrats de capitalisation ou placements de même nature, notamment les contrats d'assurance vie, souscrits hors de France (CGI, art. 1649 AA) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13115-PGP.html/ACTU-2021-00193>

► **28 mai 2021** : RSA – Relèvement de la limite d'exonération d'impôt sur le revenu de la prise en charge, par l'employeur, des frais de carburant ou des frais d'alimentation des véhicules électriques, hybrides rechargeables ou à hydrogène, ainsi que du « forfait mobilités durables » exposés par les salariés pour leur trajet domicile-travail (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 57) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13138-PGP.html/ACTU-2021-00199>

► **28 mai 2021** : RFPI – Prorogation de l'exonération en faveur de la cession d'un droit de surélévation prévue au 9° du II de l'article 150 U du CGI (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 37) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13136-PGP.html/ACTU-2021-00198>

► **2 juin 2021** : TVA – Suppression de l'assujettissement à la TVA des gains de courses hippiques soumis à un aléa (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 52) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13139-PGP.html/ACTU-2021-00200>

► **2 juin 2021** : INT – Conventions fiscales entre la France et la Principauté de Monaco

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13034-PGP.html/ACTU-2021-00158>

► **9 juin 2021** : IR – IS – Aménagements du dispositif de crédit d'impôt pour investissement outre-mer dans le secteur du logement social prévu à l'article 244 quater X du CGI (Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 141, 142 et 144 ; Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 106) ; actualisation des plafonds de ressources et de loyers applicables au titre des années 2020 et 2021 dans le cadre des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement outre-mer dans le secteur du logement social prévus à l'article 199 undecies C du CGI et à l'article 244 quater X du CGI :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13152-PGP.html/ACTU-2021-00202>

► **9 juin 2021** : BIC – Dispositif temporaire de neutralisation des conséquences fiscales des réévaluations libres d'actifs (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 31) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13070-PGP.html/ACTU-2021-00175>

► **9 juin 2021** : IS – Crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 22) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12958-PGP.html/ACTU-2021-00129>

► **9 juin 2021** : RES – Taxe sur la valeur ajoutée – Opérations concourant à la production ou à la livraison d'immeubles – Logement social – Date d'appréciation des conditions de ressources et de la catégorie du ménage pour l'application du taux réduit – Rescrit – Rectificatif :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13153-PGP.html/ACTU-2021-00203>

► **16 juin 2021** : BIC – TVA – CF – CTX – Suppression du dispositif de récépissé de consignation délivré, sous certaines conditions, aux personnes exerçant une activité lucrative sur la voie ou dans un lieu public sans avoir en France de domicile ou de résidence fixe depuis plus de six mois (Loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, art. 127) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13063-PGP.html/ACTU-2021-00170>

► **21 juin 2021** : RPPM – Distributions occultes ou irrégulières – Majoration de 25 % des revenus en cas d'imposition au prélèvement forfaitaire unique (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 39) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13077-PGP.html/ACTU-2021-00177>

► **21 juin 2021** : IF – Taxe pour frais de chambre d'agriculture – Précisions sur les modalités d'établissement de la taxe pour frais de chambre d'agriculture prévue à l'article 1604 du CGI (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 83) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12741-PGP.html/ACTU-2021-00013>

► **21 juin 2021** : IR – Réduction d'impôt « Pinel » – Appréciation de la notion de bâtiment d'habitation collectif pour l'application de l'article 161 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 et de l'article 169 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13185-PGP.html/ACTU-2021-00213>

► **21 juin 2021** : IR – Réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital d'entreprises de presse (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 114) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13076-PGP.html/ACTU-2021-00176>

► **23 juin 2021** : Mise à niveau formelle :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13174-PGP.html/ACTU-2021-00206>

► **23 juin 2021** : IF – Aménagements apportés à la taxe pour frais de chambres des métiers et de l'artisanat (Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 194) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12952-PGP.html/ACTU-2021-00126>

► **23 juin 2021** : TCA – Actualisation du barème de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes pour 2021 (CGI, art. 302 bis ZB) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13051-PGP.html/ACTU-2021-00166>

► **23 juin 2021** : TVA – Transposition de la directive 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres, mesures « Quick fixes » (Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 34) – Rectificatif :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13192-PGP.html/ACTU-2021-00215>

► **23 juin 2021** : BIC – IS – Étalement de la plus-value réalisée lors de la cession d'un immeuble par une entreprise à une société de crédit-bail – Cessions réalisées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2023 (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 33) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13069-PGP.html/ACTU-2021-00174>

► **28 juin 2021** : RPPM – Plus-values sur biens meubles incorporels – Base d'imposition – Calcul du gain net de cession – Prise en compte des moins-values (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 13) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13202-PGP.html/ACTU-2021-00219>

► **28 juin 2021** : ENR – Exonérations de droits de mutation par décès motivées par la qualité du défunt ou du successeur, personne physique – Mise à jour de l’article 796 du code général des impôts (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 43) : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13209-PGP.html/ACTU-2021-00220>

► **28 juin 2021** : IR – Prorogation jusqu’au 31 décembre 2023 de la réduction d’impôt au titre des travaux de réhabilitation et de confortation contre le risque sismique et cyclonique portant sur des logements situés en outre-mer (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 105) : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13210-PGP.html/ACTU-2021-00221>

► **30 juin 2021** : TFP – Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) – Réduction temporaire du tarif pour les centrales de production d’énergie électrique d’origine photovoltaïque mises en service après le 1^{er} janvier 2021 (Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 123) et précisions sur la définition d’une centrale d’électricité d’origine photovoltaïque ou hydraulique : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12735-PGP.html/ACTU-2021-00009>

► **30 juin 2021** : TVA – Relations entre le régime de la franchise de TVA et le régime des micro-entreprises (Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 22) : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13134-PGP.html/ACTU-2021-00197>

► **30 juin 2021** : IS – Rétablissement de la réduction d’impôt pour souscription au capital des entreprises de presse (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 147) : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13197-PGP.html/ACTU-2021-00218>

► **30 juin 2021** : BIC-BA-BNC-IS – Création d’un crédit d’impôt temporaire pour les PME engageant des dépenses pour la rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 27) : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13030-PGP.html/ACTU-2021-00155>

30 juin 2021 : BIC – Report de la plus-value de transmission à titre gratuit de titres au profit d’une fondation reconnue d’utilité publique (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 42) : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13125-PGP.html/ACTU-2021-00196>

► **30 juin 2021** : BIC – IF – Prorogation des exonérations fiscales applicables dans les zones de développement prioritaire (ZDP) (Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 223) : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/13080-PGP.html/ACTU-2021-00179>

BOD

► **12 avril 2021** – Remboursement d’une fraction de la TICPE sur le gazole utilisé par les exploitants de transport public en commun de voyageurs, au titre de l’article 265 octies du code des douanes : <https://www.douane.gouv.fr/la-douane/informations/bulletins-officiels-des-douanes/da/21-021>

► **12 avril 2021** – Remboursement d’une fraction de la TICPE sur le gazole utilisé par les véhicules routiers de 7,5 tonnes et plus destinés au transport de marchandises, au titre de l’article 265 septies du code des douanes :

<https://www.douane.gouv.fr/la-douane/informations/bulletins-officiels-des-douanes/da/21-022>

► **14 avril 2021** – Taxe affectée pour le développement des industries de la mécanique et du décolletage :

<https://www.douane.gouv.fr/la-douane/informations/bulletins-officiels-des-douanes/da/21-035>

► **18 mai 2021** – Remboursement d’une fraction de la TICPE sur les carburants utilisés par les exploitants de taxis : taux de remboursement pour l’année 2021 :

<https://www.douane.gouv.fr/la-douane/informations/bulletins-officiels-des-douanes/da/21-029>

► **21 mai 2021** – Fiscalité applicable aux tabacs manufacturés :

<https://www.douane.gouv.fr/la-douane/informations/bulletins-officiels-des-douanes/da/21-025>

► **25 mai 2021** – Remboursement d’une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par les exploitants de transport public en commun de voyageurs ; Taux de remboursement du deuxième trimestre 2021 :

<https://www.douane.gouv.fr/la-douane/informations/bulletins-officiels-des-douanes/da/21-027>

► **25 mai 2021** – Remboursement d’une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par les transporteurs routiers de marchandises. Taux de remboursement du deuxième trimestre 2021 :

<https://www.douane.gouv.fr/la-douane/informations/bulletins-officiels-des-douanes/da/21-026>

► **24 juin 2021** – Droits et taxes applicables aux produits énergétiques à compter du 1er juillet 2021 :

<https://www.douane.gouv.fr/la-douane/informations/bulletins-officiels-des-douanes/da/21-030>